

ment avait pour autorité suprême un comité du cabinet, dont relevait le Comité des opérations, lui-même composé des chefs des ministères civils, des officiers supérieurs des forces armées et de la police, et présidé par le directeur des opérations. Celui-ci était aussi commandant des forces militaires réunies. Relevaient du Comité des opérations d'urgence les comités militaires exécutifs de chaque État et, sous l'autorité de ceux-ci, les comités militaires exécutifs de chaque district, qui comprenaient les cadres de l'armée, de la police et de la fonction civile, et qui avaient pour objet d'assurer la coordination entre les services gouvernementaux et la mise en œuvre immédiate et efficace des décisions du gouvernement et du Comité des opérations d'urgence.

Dès 1955, les forces de la sécurité prirent manifestement le dessus, grâce à la mobilisation des efforts et des richesses de la nation. La police, ses corps auxiliaires, les territoriaux et l'armée avaient acquis de l'importance et de l'efficacité. Dans les régions les plus critiques, un couvre-feu rigide s'appliquait du crépuscule à l'aube et le transport des vivres et des approvisionnements était soumis à diverses restrictions. On qualifiait de "blanches" les régions où ces restrictions avaient été levées par suite de la suppression du terrorisme; au début de 1955 la zone "blanche" comprenait de petites régions situées le long de la côte occidentale, ainsi que la plus grande partie du nord de l'État de Trengganu sur le littoral est.

Le P.C.M. à la recherche d'un compromis

En 1955 des changements politiques et constitutionnels ont eu lieu dans la Fédération. Aux premières élections nationales, survenues en juillet, le Parti de l'Alliance a remporté 51 des 52 sièges du Conseil législatif pourvus au suffrage, en réclamant l'indépendance politique immédiate et en préconisant de mettre fin aussitôt que possible à l'état d'urgence. Abdul Rahman est devenu premier ministre et la Fédération a réalisé une autonomie ministérielle considérable. Les régions "blanches" se généralisant, le P.C.M. a commencé à sonder les possibilités de paix. Ses délégués et les représentants du gouvernement se sont réunis à Baling, au Kéдах, les 28 et 29 décembre 1955. Il a posé alors des conditions inacceptables, exigeant notamment d'être reconnu comme parti politique, ce qui lui eût fourni l'occasion de transformer sa défaite militaire en une victoire politique. Les terroristes n'entendaient pas, non plus, accepter la reddition sans condition que comportait l'offre d'amnistie du gouvernement. Le P.C.M. déclarait, d'autre part, qu'il quitterait la jungle et déposerait les armes dès l'accession de la Malaisie à l'indépendance, engagement compromettant et prématuré, qui a pu être invoqué plus tard contre lui avec beaucoup d'efficacité sur le plan psychologique. Enfin, la réunion fut dissoute. Fait à noter, c'est M. Abdul Rahman et M. David Marshall, de Singapour, deux chefs élus au suffrage populaire, qui ont représenté la Fédération et Singapour aux conversations de Baling, plutôt que des délégués du Gouvernement britannique.